

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
18 janvier 2005
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 12 janvier 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Suite à la lettre de mon prédécesseur en date du 3 mai 2002 (S/2002/518), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport complémentaire que le Burundi a présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe). Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Andrey I. Denisov



Annexe

[Original : français]

**Lettre datée du 6 janvier 2005, adressée au Président
du Comité contre le terrorisme par le Représentant
permanent du Burundi auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport complémentaire du Gouvernement de la république du Burundi soumis en application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

L' Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Marc **Nteturuye**

Pièce jointe

[Original : français]

Rapport du Gouvernement de la République du Burundi au Comité contre le terrorisme, présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité

Le Burundi n'est pas resté indifférent au combat engagé par la communauté internationale dans la lutte contre le terrorisme.

Le Burundi réaffirme sa détermination à se joindre aux autres États du monde et à coopérer avec la communauté internationale, particulièrement le Comité contre le terrorisme international du Conseil de sécurité, pour prévenir et réprimer les organisations terroristes sous toutes ses formes en appliquant pleinement la résolution 1373 (2001) et toute autre résolution, convention ou protocole relatifs au contre-terrorisme.

Malgré ses multiples problèmes liés à la crise politico-sécuritaire que le pays vit voilà déjà plus de 10 ans, le Burundi continue à manifester sa ferme volonté pour faire sa priorité absolue, la lutte contre le terrorisme.

Ainsi, certaines structures et lois ont été mises en place pour mener à bien le combat contre le terrorisme. Les autres le seront prochainement et des procédures ont été déclenchées.

Dans la rédaction du présent rapport, il sera suivi les modalités de présentation recommandées conformément aux paragraphes 3 et 6 des directives du 26 octobre 2001.

Paragraphe I

Alinéa a) – Quelles mesures, le cas échéant, ont été prises pour empêcher et réprimer le financement des actes terroristes en plus de celles énumérées dans vos réponses aux questions sur les alinéas 1 b) à 1 d)?

Comme déjà indiqué dans notre premier rapport, le Code pénal burundais (D/L.n°1/006 du 4 avril 1981) réprime les activités des associations des bandes armées organisées à des fins de tueries, de pillages, de destructions des biens publics et privés, des infrastructures socioéconomiques, de l'environnement, etc.; ce que nous considérons comme des actes de terrorisme, cf. articles 417, 419 et suivants du Code précité.

Article 417 : L'attentat dont le but aura été de porter le massacre, la dévastation ou le pillage sera puni de mort.

Article 419 : Sera puni de mort, quiconque, en vue de troubler l'État par l'un des attentats prévus aux articles 412 et 417, par l'envahissement, ou le partage des propriétés publiques ou privées, ou encore en faisant attaque ou résistance envers la force publique agissant contre les auteurs de ces infractions, se sera mis à la tête des bandes armées ou y aura exercé une fonction ou un commandement quelconque.

La même peine sera appliquée à ceux qui auront dirigé l'association, lever ou fait lever, organiser ou fait organiser les bandes.

Alinéa b) – Quelles sont les activités énumérées dans cet alinéa qui constituent des infractions dans votre pays et quelles sont les mesures applicables?

Aux termes du projet de décret précité, les activités qui constituent une infraction sont prévues par les articles 2, alinéa 1, et les articles 3, 4 et 5. Ils prévoient et sanctionnent les organisations des bandes terroristes.

Les articles 2, alinéa 3, articles 3, 4 et 5 prévoient et répriment la collecte de fonds et autres avoirs dans l'intention de préparer ou perpétrer un acte terroriste.

La mise de fonds ou avoirs financiers à toute personne qui, pour des raisons valables peut être soupçonnée de préparer ou de commettre une infraction prévue aux articles premier et 2 du projet de décret précité, à une entité appartenant au suspect ou sur laquelle, celui-ci exerce une influence non négligeable, ou à toute personne ou entité agissant au nom ou sur instructions du suspect.

Ces catégories d'infractions sont punissables d'une peine de servitude pénale à perpétuité.

Les infractions de même catégorie prévues par le Code pénal en vigueur au Burundi sont punies d'une peine de mort. Voir les articles 417, 419 et suivants du Code pénal, Livre II : *« cette différence est dictée par la tendance de la communauté internationale à abolir la sanction de peine de mort »*.

Alinéa c) – Quelles dispositions législatives ou procédures existent dans votre pays pour le gel des comptes et avoirs détenus dans les banques et institutions financières? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures pertinentes qu'ils auront prises.

L'article 4, alinéas 1 et 2 du projet de décret, dispose :

« Lorsque, pour des raisons valables, une personne est soupçonnée de préparer ou de perpétrer un acte visé aux articles premier et 2, le ministère public prend les mesures requises en vue de geler sans retard tous biens appartenant :

- a) Au suspect;
- b) À toute entité appartenant au suspect ou sur laquelle celui-ci exerce une influence non négligeable; ou
- c) À toute personne agissant au nom ou sur instructions du suspect ou de l'entité visée à l'alinéa b) ».

Les institutions financières sont tenues d'informer le ministère public de toute transaction liée à un acte visé aux articles premier et 2.

En outre, les institutions financières doivent, à la requête du ministère public, fournir toutes les informations utiles concernant présumée.

Elles sont tenues à la discrétion.

Concrètement, le Burundi a déjà mené des actions nécessaires et pris des mesures appropriées pour une vigilance accrue au niveau des finances et des activités et avoirs liés au terrorisme.

Les services habilités ont été instruits pour le suivi.

Alinéa d) – Quelles sont les mesures mises en place pour interdire les activités énumérées dans cet alinéa?

- La création d'une commission nationale de lutte contre le terrorisme;
- Les contrôles effectués dans les services d'immigration et dans les institutions financières pour vérifier l'existence des individus, des entités, des avoirs ou des biens appartenant à des réseaux terroristes;
- Le renforcement des mesures de sécurité à l'aéroport et aux frontières;
- La fouille systématique des bagages des passagers à l'aéroport;
- La désignation d'un point focal du Comité du Conseil de sécurité.

Paragraphe II

Alinéa a) – Quelles mesures législatives ou autres avez-vous mises en place pour donner effet à cet alinéa? En particulier, quelles sont les sanctions pénales prévues dans votre pays pour réprimer : 1) le recrutement de membres de groupes terroristes; et 1.1) l'approvisionnement en armes de terroristes? Quelles autres mesures avez-vous prises pour empêcher ces activités?

Un projet de décret pour l'interdiction du financement et de la facilitation du terrorisme international a été élaboré par le Gouvernement (art. 2, 3, 4 et 5).

Le projet de décret réprime les groupes terroristes et leur approvisionnement en armes par la servitude pénale à perpétuité (art. 4 et 5).

Le Code pénal réprime déjà la participation à des bandes armées (art. 417, 419 et suivants).

Le décret du 21 février 1950 portant régime des armes à feu et de leurs munitions ainsi que les mesures générales d'exécution, réglemente l'importation, l'acquisition et le port d'armes à feu.

Alinéa b) – Quelles autres mesures prenez-vous pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis et, en particulier, quels mécanismes d'alerte rapide avez-vous mis en place pour pouvoir échanger des renseignements avec d'autres États?

- Le Burundi est membre d'Interpol;
- Le Commissariat général de la police judiciaire des parquets collabore avec les services d'Interpol dans l'échange de renseignements;
- Dans les missions de la Commission nationale de lutte contre le terrorisme international, il est stipulé que la Commission doit suivre et examiner les renseignements, les informations relatifs aux actes de terrorisme international et de les porter à la connaissance du Gouvernement qui les échange avec le Comité du Conseil de sécurité et les autres États.

Alinéa d) – Existe-t-il des lois ou des procédures empêchant que des terroristes n'utilisent votre territoire pour commettre des actes de terrorisme contre les États ou contre les citoyens de ces États? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures prises à cette fin.

Le Burundi respecte la Charte des Nations Unies et d'autres règles du droit international qui interdisent formellement qu'un territoire d'un État soit utilisé comme base arrière à des groupes terroristes qui déstabilisent le territoire d'un autre pays.

Des accords d'entraide judiciaire et d'extradition entre le Burundi et ses voisins ont été signés pour empêcher que les criminels terroristes ne se déplacent dans un pays voisin et restent impunis.

Alinéa e) – Quelles mesures avez-vous prises pour que les actes de terrorisme soient érigés en infractions graves et pour que la peine infligée soit à la mesure de la gravité de ces actes? Veuillez donner des exemples des condamnations obtenues et des peines prononcées.

La participation à des bandes armées est sévèrement réprimée par le Code pénal burundais (art. 417, 419 et suivants).

La notion de bandes armées peut être considérée comme des bandes de terroristes si on s'en tient à leur mode d'opérer et à la gravité des actes qu'elles commettent.

Le projet de décret portant interdiction du financement du terrorisme et de la facilitation des actes terroristes réprime les actes terroristes de la servitude pénale à perpétuité.

Cette différence des peines prévues par les articles 417 et 419 du Code pénal et le projet de décret est dictée par la tendance de la communauté internationale à abolir la peine de mort.

Alinéa f) – Quelles mesures et mécanismes avez-vous mis en place pour aider les autres États? Veuillez donner des détails sur la manière dont ces procédures et mécanismes ont été utilisés dans la pratique.

Membre d'Interpol, le Burundi échange des informations avec les autres pays à travers cet organe par le biais du Commissariat général de la police judiciaire des parquets.

Le Burundi coopère aussi avec les autres États à travers les organisations suivantes :

- Les organes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier le Conseil de sécurité par le biais du Comité du Conseil de sécurité contre le terrorisme;
- Le mécanisme de l'U.A. chargé de la prévention et de la lutte contre le terrorisme en Afrique;
- Le Comité consultatif permanent des Nations Unies sur les questions de sécurité en Afrique centrale;
- L'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFRI);
- En outre, il existe des accords d'entraide judiciaire et d'extradition signés avec les pays voisins (Rwanda, R.D.C., Tanzanie) et des projets de convention sur la coopération judiciaire et l'extradition entre le Burundi et la Fédération de Russie, entre le Burundi et l'Ouganda, entre le Burundi et la Zambie et entre le Burundi et la Namibie.

Alinéa g) – Comment les contrôles effectués aux frontières de votre pays empêchent-ils les mouvements de terroristes? Quelles procédures appliquez-vous à cette fin pour la délivrance des documents d'identité et de documents de voyage? Quelles mesures avez-vous prises pour empêcher la contrefaçon de ces documents?

Il existe au sein du Ministère de la sécurité publique, une direction générale de la police de l'air, des frontières et des étrangers créée par décret n° 100/087 du 13 janvier 1997 qui a pour missions :

- Le contrôle et la réglementation du mouvement transfrontalier des populations nationales et étrangères ainsi que des biens;
- La recherche du renseignement sur le comportement des étrangers suspects et sur le trafic des stupéfiants et des autres produits dangereux;
- De façon plus détaillée, l'ordonnance ministérielle n° 530/327 du 1^{er} juin 1999 dispose en son article 17 que les postes frontière ont pour principales missions :
 - Le contrôle du mouvement transfrontalier;
 - La recherche du renseignement;
 - La lutte contre la fraude, le trafic des stupéfiants, des armes à feu ou des produits dangereux ou prohibés;
 - La surveillance et la protection des infrastructures;
 - La surveillance et la protection des bateaux et des aéronefs (cette mission s'applique aux aéronefs et bateaux garés au sol et aux quais).

Il existe des textes législatifs et réglementaires relatifs aux contrôles des mouvements à la frontière, à la procédure de délivrance des documents d'identité et de voyage, ainsi que des mesures pour empêcher la contrefaçon de ces documents.

Ces textes sont notamment :

- Le décret-loi n° 1/007 du 20 mars 1989 portant réglementation de l'accès, du séjour, de l'établissement des étrangers sur le territoire du Burundi et de leur éloignement;
- Le décret n° 100/026 du 30 janvier 1996 portant mesures d'exécution de la loi du 1^{er} août 1962 sur la délivrance des passeports et des documents en tenant lieu;
- L'ordonnance ministérielle n° 530/626 du 23 août 2000 portant mesures d'application du décret du 30 janvier 1996 sur la délivrance des passeports et des documents en tenant lieu;
- L'ordonnance ministérielle n° 530/038/96 du 1^{er} février 1996 portant fixation des tarifs des passeports et des documents en tenant lieu, des titres de voyage, des visas et des cartes d'identité pour étrangers;
- L'ordonnance ministérielle n° 530/166 du 10 juillet 1989 fixant mesures d'exécution du décret-loi n° 1/007 du 20 mars 1989, portant réglementation de l'accès, du séjour, de l'établissement des étrangers sur le territoire du Burundi et de leur éloignement.

D'autre part, le Code pénal burundais, dans son article 257 et suivants, réprime sévèrement les faux en écriture commis dans certains documents administratifs.

Paragraphe III

Alinéa a) – Quelles mesures avez-vous prises pour intensifier et accélérer l'échange d'informations opérationnelles dans les domaines visés à ces alinéas?

Par le biais d'Interpol, le Burundi coopère dans l'échange d'informations opérationnelles.

La mise en place de la Commission nationale de lutte contre le terrorisme ne fera que renforcer ce canal d'échange d'informations.

Alinéas b) et c) – Quelles mesures avez-vous prises pour échanger des renseignements et coopérer dans les domaines visés à cet alinéa?

Le Burundi a déjà signé et ratifié les conventions et protocoles, relatifs à la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, suivants :

- La Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, signée à Tokyo le 14 septembre 1963;
- La Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, signée à La Haye le 16 décembre 1970;
- La Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, signée à Montréal le 23 septembre 1971;
- La Convention pour la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1973;
- Le Protocole pour la répression d'actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, conclu à Montréal le 24 février 1988;
- La Convention de l'Organisation de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre le terrorisme, adoptée à Alger le 14 juillet 1999 et ratifiée le 4 novembre 2003.

D'autres accords ont déjà été signés et attendent leur ratification.

Ce sont notamment :

- La Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 12 janvier 1998;
- La Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1999;
- Le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, adoptée à New York le 15 novembre 2000;
- La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée à New York le 15 novembre 2000;

- Le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, contre le trafic illicite de migrants par terre, mer et air, adoptée à New York le 15 novembre 2000.

La mise en application de ces textes devra permettre au Burundi de coopérer dans la prévention et la lutte contre le terrorisme international.

En outre, il faut le rappeler, le Burundi a signé des accords d'entraide judiciaire avec ses voisins et compte signer d'autres avec l'Ouganda, la Zambie, la Fédération de Russie et d'autres.

Alinéa d) – Quelles sont les intentions de votre gouvernement en ce qui concerne la signature ou la ratification des conventions et protocoles visés à cet alinéa?

Le Burundi a déjà signé la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme.

D'autres conventions relatives à la lutte contre ce fléau suivent le cours normal de ratification.

En date du 4 juillet 2003, le Burundi a ratifié la Convention de l'U.A. sur la prévention et la lutte contre le terrorisme.

Cela montre la volonté du Gouvernement et sa détermination à s'associer à la communauté internationale dans la lutte sans merci contre le terrorisme et les autres crimes qui lui sont connexes.

Alinéa e) – Donner tous les renseignements pertinents sur l'application des conventions, protocoles et résolutions visés à cet alinéa.

Le projet de décret portant réforme du Code pénal vise essentiellement la mise en application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des instruments internationaux contre le terrorisme.

Les articles du Code pénal de la République du Burundi actuel sont modifiés en conformité avec les dispositions des différentes conventions en rapport avec la criminalité transnationale organisée et le terrorisme.

Alinéa f) – Quels lois, procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour vous assurer que les demandeurs d'asile n'ont pas participé à des activités terroristes avant de leur octroyer le statut de réfugié? Veuillez citer des exemples à ce sujet.

Les différentes conventions signées donnent au Gouvernement du Burundi l'accès aux informations sur les noms des personnes, groupes, ou tout autre organisation terroriste.

Les services des migrations qui ont pour mission,

- **Le contrôle et la réglementation du mouvement transfrontalier des populations nationales et étrangères ainsi que des biens;**
- **La recherche du renseignement sur le comportement des étrangers suspects et sur le trafic des stupéfiants et des autres produits dangereux;**

doivent collaborer avec les autres services pour mettre à jour les listes des terroristes et autres criminels recherchés.

En collaboration avec le H.C.R., le Gouvernement, par le biais des services des migrations, doit s'assurer que les demandeurs de statut de réfugié ne seraient pas poursuivis pour leur organisation ou leur participation à des actes terroristes.

Les revendications politiques ont toujours été évoquées pour justifier le refus de demande d'extradition judiciaire des criminels, y compris les terroristes.

Il revient aux États de rester vigilants.

3.3 Les États peuvent inclure dans leurs rapports d'autres renseignements pertinents, par exemple sur les questions visées au paragraphe 4 de la résolution 1373 (2001). Ils peuvent aussi inclure des observations générales sur l'application de la résolution et indiquer les problèmes qu'ils ont pu rencontrer.

Le Burundi dispose dans son administration des organes chargés de faire respecter les lois et règlements et autres instruments internationaux susceptibles de contribuer à la mise en œuvre de la résolution 1373. C'est notamment les services de police en général, la police de l'air, des étrangers et des frontières en particulier, les services des douanes, les services des finances, etc...

Un projet de décret portant création d'une commission nationale chargée de la lutte contre le terrorisme international a été élaboré.

Le projet indique la composition de la commission et précise ses missions qui sont les suivantes :

- Suivre et examiner tous les renseignements et les informations relatifs aux actes de terrorisme international;
- Enquêter sur tous les cas de financement des actes terroristes, de recrutement de groupes terroristes, d'approvisionnement en armes des terroristes;
- Communiquer au ministère public des informations relatives aux actes terroristes;
- Formuler des propositions d'adaptation de la législation nationale aux normes internationales relatives aux mécanismes visant à lutter contre le terrorisme international;
- Assurer la mise en application des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil de sécurité relatives à la lutte contre le terrorisme international;
- Établir un rapport annuel sur les mécanismes pris par le Gouvernement contre le terrorisme;
- Constituer une banque de données sur les actes de terrorisme, les individus, les entités et les réseaux de terrorisme.

La mise sur pied de la Commission nationale chargée de la lutte contre le terrorisme devra orienter toutes les activités en rapport avec la résolution 1373.

Doléances

Le Mouvement Palipehutu/F.N.L. de RWASA Agathon refuse toujours les négociations et poursuit ses violences malgré l'appel du Gouvernement et de la communauté internationale.

Les violences exercées par ce mouvement peuvent être interprétées comme des actes terroristes et les différentes conventions sur la lutte contre le terrorisme, particulièrement la résolution 1373, dans son paragraphe 6, devraient être appliquées au Palipehutu/F.N.L.

Ce mouvement s'est déjà rendu coupable des actes terroristes en violant les dispositions de la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, conclue à Montréal le 23 septembre 1971 **par le mitraillage d'un avion de la compagnie Sabena dans sa phase d'atterrissage sur l'aéroport international de Bujumbura** et la Convention pour la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée le 14 décembre 1973 **par l'assassinat du Nonce apostolique, M^{gr} Courtney**.

Une décision du Sommet de Dar es-Salaam des chefs d'État et de gouvernement de la sous-région du 18 août 2004 a déclaré le Palipehutu/F.N.L. organisation terroriste.

Le Gouvernement du Burundi demande au Comité du Conseil de sécurité contre le terrorisme de prendre acte de cette décision et de l'universaliser en mettant désormais le Palipehutu/F.N.L. sur la liste des organisations terroristes et en informant tous les États Membres afin qu'ils appliquent contre ce mouvement les dispositions de la résolution 1373 (2001).

Assistance

Le Burundi a certes besoin d'une assistance technique et matérielle. À ce titre, il sollicite du Comité du Conseil de sécurité contre le terrorisme ce qui suit :

- La formation d'experts nationaux composant la Commission nationale de lutte contre le terrorisme pour renforcer leur capacité en matière de lutte contre le terrorisme international;
- L'acquisition des moyens pour la mise sur pied d'un système de surveillance des provenances et des mouvements des fonds dans les institutions bancaires;
- La facilitation dans le domaine de la communication et surtout dans la mise à jour des listes et des informations sur les auteurs des actes de terrorisme et leurs réseaux.

Fait à Bujumbura, le 12 novembre 2004